

# Espagne

## Chômage, vies précaires et action collective

*Antonio SANTOS ORTEGA \* et Paz MARTIN MARTIN \*\**

---

**I**l est bien connu que la jeunesse est une notion très imprécise en sciences sociales. Les expériences à cet âge varient extrêmement selon le groupe social auquel on appartient, selon sa catégorie professionnelle ou son niveau d'études. Cependant, on peut dire qu'à partir de 2008, la rigueur de la crise économique actuelle a touché un grand nombre de jeunes indépendamment de leurs différences sociales profondes. Il ne fait aucun doute que les jeunes ayant une meilleure situation sociale auront moins de difficultés à réaliser leurs aspirations que ceux d'origine plus humble, mais la profondeur et la variété des effets de la crise sont en train de provoquer un sentiment de dégradation généralisé chez les jeunes, et qui se manifeste de plusieurs manières. Bien que les premiers lésés durant ces trois années de crise se trouvent surtout en bas de la pyramide sociale, il faut s'attendre, au fur et à mesure que les différentes dimensions de la crise prendront de l'ampleur, à ce que ses conséquences se répandent comme une tache d'huile chez les jeunes des couches moyennes. D'une certaine manière,

la crise a rendu les expériences des différents types de jeunes plus homogènes, en ce sens qu'elle a révélé au grand jour, de façon radicale, le manque de perspectives sociales pour leur avenir. Si celles-ci n'étaient déjà pas très claires à l'époque de la prospérité économique, la crise a dévoilé leur côté le plus sombre.

Pour apporter des informations éclairant les profils des jeunes les plus touchés par ce sombre panorama, cet article décrira, en premier lieu, les principales caractéristiques du modèle d'émancipation de la jeunesse en Espagne et ses changements récents consécutifs à la crise. Nous aborderons ensuite les évolutions sur le marché du travail et la hausse vertigineuse d'un chômage des jeunes qui a atteint des niveaux historiques ces trois dernières années. En troisième lieu, nous observerons comment les politiques de la jeunesse et les systèmes de protection sociale ont procédé face à la crise. Enfin, la dernière partie sera consacrée aux réponses politiques des jeunes face à la dégradation de leurs conditions de vie. L'idée que la crise a rendu la jeunesse plus

\* Département de Sociologie et d'Anthropologie Sociale, Université de Valence.

\*\* Institut de Politiques et de Biens Publics (CSIC). Cet article a été traduit de l'espagnol par Armelle Brisset et Catherine Vincent.

homogène, en révélant un manque commun de perspectives sociales, est en partie confirmée par les formes d'action collective qui ont impliqué en 2011 une grande fraction de la jeunesse. Les mobilisations du 15 mai (15M) manifestent un tournant dans les formes de contestation et dans le compromis social avec la jeunesse. Dans leur dialogue « indigné » avec la crise, les jeunes ont fait montre d'une grande lucidité dans l'analyse des problèmes qui les touchent. Aussi est-il particulièrement important de traiter cette question dans ce numéro consacré aux jeunes dans la crise.

---

« *Mileuristas* », « *yo-yos* »  
et « *boomerang kids* »<sup>1</sup>

Bien que la crise de 2008 soit l'objet de cet article, il est nécessaire de revenir brièvement sur la grande crise de 1973 et son impact en Espagne pour mieux comprendre certains traits postérieurs des trajectoires de la jeunesse. L'Espagne constituait jusqu'à la fin des années 1970 un exemple très représentatif du « modèle méditerranéen » d'emploi des jeunes. Ses principales caractéristiques consistaient en un accès précoce au marché du travail, où les premiers emplois obtenus ouvraient les portes à des trajectoires professionnelles longues et marquées par une lente promotion. Pour la plupart des jeunes, la scolarisation était brève ; les parcours scolaires longs étaient destinés aux groupes sociaux les mieux placés, qui réussissaient à accéder aux titres et diplômes nécessaires pour accéder aux

postes de responsabilité dans les entreprises ou dans l'administration publique. Ce modèle s'articulait avec un tissu productif de bas niveau technologique, la présence majoritaire d'activités intensives en main-d'œuvre et des stratégies d'entreprises basées sur des bas coûts du travail. A cela, il faut ajouter la carence des politiques sociales. Ce modèle méditerranéen définissait des trajectoires très différentes suivant le sexe. Pour les femmes, l'intégration au marché de l'emploi était liée au mariage. Ces emplois, marqués par leur caractère provisoire, étaient abandonnés à l'arrivée du premier enfant, ce qui menait les femmes à l'inactivité.

A partir des années 1980, les effets de la crise de 1973 ont modifié l'équilibre vie-travail du modèle précédent. Les dynamiques de dérégulation de l'économie et du travail qui se sont développées dans les pays capitalistes en réaction à la crise se sont imposées aussi dans le monde des jeunes, qui ont vécu un véritable processus de dérégulation de leurs trajectoires de vie, ainsi qu'une rupture avec les logiques qui prévalaient précédemment dans le passage au monde adulte. Dans le cas espagnol, ce processus a été particulièrement convulsif. Des milliers d'emplois ont été détruits, les créations d'emplois freinées et les régulations du travail ont favorisé les chefs de famille face au licenciement, rendant difficile l'insertion des enfants. Le chômage des jeunes est devenu, depuis lors, un drame social qui a affecté les cohortes de jeunes les plus abondantes de l'histoire espagnole. Dans

---

1. « *Mileurista* » : Personnes dont le revenu ne dépasse pas 1 000 euros. Il s'agit souvent de personnes ayant fait des études supérieures, parlant plusieurs langues... « Génération Yo-Yo » et « génération *Boomerang kids* » : Ces deux termes désignent les jeunes effectuant des allers-retours entre le domicile parental et un logement autonome (souvent en cohabitation) du fait des aléas de leur situation économique (NdT).

le même temps, le système éducatif a connu un processus de démocratisation-massification qui a accompagné la transition politique qui avait lieu à cette période. L'idée s'est répandue que l'éducation améliorerait les perspectives d'obtenir un bon emploi, ce qui a amené les familles à garantir par ce moyen un meilleur avenir à leurs enfants dans le panorama troublé de la crise. Les statistiques sur le système éducatif de l'INE<sup>1</sup> montrent que le taux de scolarisation au niveau universitaire a doublé entre 1982 et 1996, passant de 18 à 39 % des jeunes de 18-23 ans inscrits à ce niveau. Les familles sont devenues ainsi pratiquement la seule voie de redistribution et de solidarité intergénérationnelles, le dernier refuge d'une jeunesse sans emploi dans ce « pacte générationnel » dont certains ont parlé. Pacte qui s'est par ailleurs appuyé sur une intégration massive des femmes au marché du travail durant la décennie 1980. En résumé, les changements économiques et sociaux, couplés avec les transformations des systèmes éducatif et familial, ont altéré de manière radicale le modèle antérieur de transition vers la vie adulte.

En 1984, l'Année internationale de la jeunesse a permis de constater la dureté de la situation que les jeunes commençaient à vivre au début des années 1980. Les études approfondies réalisées alors en Espagne par l'Institut de la jeunesse<sup>2</sup>

montraient un blocage des perspectives d'émancipation des jeunes lié au chômage et à la crise, et démontraient leur valeur prémonitoire concernant la stagnation qui attendait les jeunes dans les années suivantes. Aujourd'hui, la thèse du démantèlement des structures de transition du modèle traditionnel de passage à l'âge adulte et de la déstabilisation progressive des parcours biographiques des jeunes est amplement partagée (Sennett, 1998 ; Beck, 2008 ; Bauman, 2007). Face aux parcours stables qui les caractérisaient précédemment, l'incertitude s'est installée dans leurs parcours de vie et bloque ou complique leurs trajectoires sociales (Santos, 2006).

De même, le diagnostic sur les causes de ces évolutions est en général partagé : un durcissement des conditions matérielles de vie des jeunes qui commence par une détérioration généralisée du travail et s'étend à l'effondrement de l'acquisition de logements, compliqué par une carence des politiques sociales destinées à soutenir les processus d'émancipation et d'autonomisation des jeunes. Dans l'ensemble, le résultat a été pour beaucoup d'entre eux un maintien prolongé au foyer parental jusqu'à ce qu'ils réussissent à « s'installer », c'est-à-dire qu'ils disposent d'un logement et d'un emploi correspondant aux études suivies avant de faire le pas vers l'indépendance (Van de Velde, 2005). L'étude des données

1. INE : Instituto Nacional de Estadística.

2. L'Institut de la jeunesse, organisme indépendant relevant du ministère de la Culture, a été créé en 1985 dans le but de dessiner et mettre en œuvre la politique de la jeunesse, développer les associations intervenant dans ce champ ainsi qu'un système d'information et de documentation à l'usage des jeunes. Si, dans un premier temps, cet organisme a campé sur une posture de profonde critique vis-à-vis des problèmes des jeunes, progressivement, au cours de ses 25 années de gestion, il a malgré tout développé une politique plus centrée sur les associations : il est intervenu sur les loisirs et le temps libre, prêtant une moindre attention aux processus centraux de l'autonomie financière des jeunes (Gentile, Mayer, 2009 ou [www.injuve.es](http://www.injuve.es)).

concernant la dernière décennie avant la crise (2000-2008) nous aide à analyser comment cette période a pu influencer sur les critères d'émancipation juvénile qui ont suivi.

Au début de cette période, le rapport *Juventud en España 2000* (INJUVE, 2000) montrait le blocage important du processus d'émancipation des jeunes – qui s'était déjà vérifié dans la décennie précédente : au sein du groupe âgé de 25 à 29 ans, 52 % des jeunes se trouvaient toujours dans le foyer familial d'origine et l'âge moyen auquel ils parvenaient à l'autonomie familiale se situait à 27,9 ans.

Pendant, la période qui a précédé la crise a connu une augmentation considérable du nombre de décohabitations des jeunes dans un contexte de croissance économique importante et d'amélioration du marché du travail. Les données du rapport *Juventud en España 2008*, (INJUVE, 2008) ont mis en évidence ce changement dans l'évolution de la décohabitation : le pourcentage de jeunes entre 25 et 29 ans résidant dans leur famille d'origine s'est réduit à 37 % et l'âge de décohabitation a baissé jusqu'à 24,9 ans. Les statistiques du Consejo de Juventud España (2007) confirment de même que de 2003 – première année où des données sont disponibles – à 2007, le taux de décohabitation de la population jeune – mesuré au travers du nombre de jeunes de 18 à 34 ans qui vivent hors de leur foyer d'origine – est passé de 37 % à 46 %. L'augmentation du nombre de foyers jeunes dans cette période représente une autre manifestation de ce changement de tendance : en 2000, on en comptait 1 807 500 (13,6 % du total des foyers), tandis qu'en 2008 ce nombre avait atteint 2 734 600 (16,3 % du total).

Cette période 2000-2008 a été caractérisée par une croissance économique élevée et une amélioration des indicateurs du chômage. En 2000, le taux de chômage des jeunes se trouvait autour de 30 % et est descendu jusqu'à 15 % début 2008. Les dynamiques de l'économie et du marché du travail, associées à la facilité d'obtention d'un crédit hypothécaire, ont stimulé l'esprit d'indépendance familiale des jeunes, et ce même dans une période comme celle de 2000-2008, où l'immobilier a atteint des prix très élevés suite à la formation d'une bulle immobilière.

Sans que cela représente un changement radical du modèle d'émancipation espagnol, la croissance du nombre de foyers et du taux de chômage des jeunes commence en revanche à marquer un tournant significatif dans les normes d'autonomie des jeunes. À côté des incontestables facteurs économiques et du marché du travail que nous venons d'exposer, deux autres hypothèses plausibles permettent d'expliquer, à notre sens, ces évolutions du modèle d'émancipation des jeunes. La première a un caractère générationnel : les jeunes d'aujourd'hui atteignent l'âge d'insertion dans le travail sur un marché très instable et plein d'incertitudes. La précarité commence à devenir une situation normale à laquelle ils doivent s'attendre dans leur parcours. Elle représenterait de moins en moins un frein à l'émancipation des jeunes.

La deuxième hypothèse qui permet de comprendre ce tournant est l'augmentation soutenue du taux d'emploi des jeunes femmes. Même si cette augmentation avait déjà commencé dans la décennie précédente, leur taux d'emploi est passé de 56 % à 71 % entre 2000 et 2008. Cette forte hausse a pu jouer un rôle clé dans

l'évolution de la décohabitation étant donné que l'énorme effort financier que devait fournir un jeune pour acquérir seul un logement rendait très difficile l'émancipation individuelle. Les foyers de jeunes ayant deux revenus sont presque les seuls à pouvoir accéder à l'indépendance.

La brutalité de l'entrée en crise en 2008 a stoppé net ce fragile changement de tendance. Nous ne disposons pas de données très concluantes étant donné le peu de recul, mais elles signalent clairement une inversion de tendance. Le nombre de jeunes foyers s'est réduit de 3 % entre 2008 et fin 2010, soit 147 000 foyers de moins. Le taux de décohabitation (Consejo de Juventud España, 2010) s'est réduit de près de 5 % chez les jeunes de 18 à 34 ans, descendant à 45,6 %. Cette baisse est encore plus accentuée chez les jeunes de 15 à 29 ans, pour lesquels ce taux baisse de 10 %. Les groupes les plus jeunes sont ceux qui ont subi les taux de chômage les plus sévères, ce qui réduit davantage encore leurs chances d'accéder à l'indépendance.

Parallèlement, l'explosion de la bulle immobilière a fait baisser le prix des logements de près de 20 %, mais la crise a entraîné une contraction sans précédent des crédits hypothécaires <sup>1</sup>, qui touche les jeunes en particulier. Les banques leur imposent des conditions impossibles à respecter étant donné leur faiblesse structurelle sur le marché du travail, avec des salaires ne leur permettant d'épargner que faiblement. Si l'accès au

logement n'était déjà pas facile dans la période où obtenir un crédit était une chose aisée, maintenant il est pratiquement impossible. En outre, pour les jeunes qui ont accédé à la propriété et subissent désormais la menace du chômage, les hypothèques sont devenues un piège financier qui provoque une multiplication du nombre d'expulsions <sup>2</sup>.

Comme alternative résidentielle à la propriété, la location n'est pas non plus une voie simple pour les jeunes. Déjà avant la crise, c'était pour eux un moyen de décohabitation fréquent. En 2008, les données du Service d'Etudes de Caixa Catalunya montraient que 32 % des foyers de jeunes de moins de 35 ans résidaient dans un logement en location, contre 13 % de la population totale. Avec la crise, les prix ont légèrement baissé, mais il en a été de même pour les revenus des jeunes. Aujourd'hui, nous assistons à un processus d'ajustement entre l'offre et la demande qui n'augure pas beaucoup de facilités pour les processus d'émancipation.

Les analystes commencent à constater un accroissement associé à la crise des *trajectoires manquées* d'émancipation, qui laissent supposer que les jeunes reviennent au foyer parental, même si ce type de parcours existait aussi avant la crise – on a parlé de *trajectoires yo-yo* (Du Bois-Reymond, López-Blasco, 2004) ou de *boomerang kids* (Mitchell, 2006). Ces trajectoires de retour au foyer familial ont été analysées récemment afin d'identifier les effets de la crise (Gentile, 2010), ce qui a confirmé leur accroissement et

---

1. Au cours de la seule première année de la crise, entre 2008 et 2009, les ventes et achats de logements ont chuté de 25 % selon les Statistiques de Transmission des Droits du Patrimoine (ETPE) de l'Institut National de la Statistique (INE) espagnol.

2. Les données du Conseil général du Pouvoir Judiciaire espagnol révèlent qu'en 2009 ont été présentées devant les tribunaux 93 319 saisies hypothécaires, soit 59 % de plus qu'en 2008. Quant aux expulsions pour impayés de loyers, elles ont augmenté de 18 % en 2008 et de 10 % en 2009.

leur variété typologique. Bien que la séquence de retour soit commune à tous – emplois de mauvaise qualité, bas revenus autour du seuil de « *mileurismo* », licenciements et chômage –, elle correspond cependant à des situations sociales variées. Les parents de certains jeunes, qui appartiennent à la classe moyenne aisée, vivent sans problème le retour de leurs enfants et offrent des ressources familiales pour qu'ils puissent « prendre de l'élan pour mieux décoller », quand des familles d'origine plus populaire vivent ce retour comme un échec de la part du jeune et une surcharge inopportune, qui vient fragiliser un équilibre économique déjà précaire.

Bien qu'il soit difficile de trouver des données statistiques sur ces trajectoires de retour, il est bien connu qu'en cas de chômage, la stratégie prédominante d'aide des familles espagnoles est d'accueillir les enfants à la maison. 58 % des enfants au chômage conservent comme résidence celle des parents (Albertini, 2010). Les chiffres dont dispose cet auteur, provenant de la base de données *Survey of Health Ageing and Retirement in Europe*, permettent de comparer le même indicateur avec d'autres pays comme l'Allemagne (17 %) ou le Danemark (6 %). Le contraste avec le cas espagnol est évident. Cette tendance espagnole à la cohabitation laisse prévoir un retour accru au foyer parental dans cette période de crise.

Cette situation remet sur le tapis le problème du déclassement et de la mobilité sociale descendante des enfants, maintenant, dans la crise, dans un contexte où les risques pour les foyers sont plus élevés. Il est évident que la jeunesse précaire et à bas revenus n'a pas généré d'elle-même la base économique

suffisante pour s'émanciper. Le patrimoine parental, accumulé dans les années de croissance économique et d'accession à la propriété pour les classes populaires, est la base de soutien de nombreux jeunes. Pour la plupart, la résidence dépend de ce patrimoine, que ce soit parce qu'ils héritent de la maison paternelle ou parce qu'ils y résident pendant de longues périodes, dans une jeunesse prolongée.

Dans un article récent (Mari-Klose, 2010), l'auteur défend l'idée que « l'émancipation non viable » des jeunes cache des situations de précarité économique latentes. Les familles, par l'intermédiaire de la cohabitation, contribuent à maintenir à un niveau bas le taux de pauvreté des jeunes. Mari-Klose se livre à une simulation de la probabilité de risque de pauvreté si les jeunes qui vivent au foyer familial s'émancipaient. Dans ce cas, les jeunes de 26 à 35 ans actuellement résidents dans le foyer familial qui s'émanciperaient dans un foyer unipersonnel – avec leurs salaires actuels et les coûts élevés du logement – feraient passer le taux de pauvreté de leur classe d'âge à 33 %, bien au-dessus des 20 % du taux de la population globale. Selon cette ligne d'interprétation, le maintien au foyer parental permet aux jeunes de chasser le spectre de la pauvreté qui les menace.

En outre, ces situations ne se produisent pas sans une dégradation des conditions économiques des familles. Il est de plus en plus difficile pour ces familles de la classe moyenne de garantir les stratégies successorales des enfants, car les situations auxquelles ils ont réussi à accéder dans leur travail étaient très liées à la conjoncture favorable d'essor économique des années 1960-1970. Les changements socioéconomiques postérieurs



des années 1980-1990 ont rendu impossible la transmission aux enfants de cette amélioration. A l'heure actuelle, ces familles ne peuvent pas permettre à leurs enfants d'accéder à leur classe sociale et de s'y enraciner avec le même degré de sécurité, aussi ce sont les jeunes eux-mêmes qui doivent se forger leur propre avenir avec un soutien familial plus faible. Sociologiquement, nous sommes déjà plongés dans une crise de reproduction sociale qui sera accentuée par la crise économique prolongée des *subprimes*.

---

### **Le marché du travail des jeunes en faillite**

Si la crise a réduit les opportunités d'émancipation des jeunes, ses effets sur le marché du travail sont dévastateurs. A leur faible position structurelle dans l'emploi, les jeunes cumulent maintenant les effets d'une conjoncture adverse qui déstabilise davantage encore leur insertion sur le marché du travail. Les statistiques du chômage, froides et accablantes, sont très significatives de l'ampleur de la stérilité du marché du travail espagnol. Fin 2010, l'Enquête sur la population active (EPA) situait le taux de chômage de l'ensemble de la population à 20,3 %. Il s'agit d'une hausse vertigineuse si on considère qu'avant le commencement de la crise, à la mi-2007, le taux de chômage était de 7,9 %. Cette donnée plaçait l'Espagne dans la moyenne européenne après des années en tête de liste. A ce moment-là, on comptabilisait 1 760 000 chômeurs. La rapide augmentation des trois dernières années a créé, en termes absolus, trois millions de nouveaux chômeurs en plus, portant leur nombre à 4 833 000 mi-2011.

Parmi ces trois millions de nouveaux chômeurs, 29 % correspondent aux

groupes âgés de 16 à 29 ans, 43 % aux âges intermédiaires de 30 à 45 ans et 27 % aux plus de 45 ans. Bien que la répartition des nouveaux chômeurs affecte toutes les classes d'âge, les jeunes sont doublement touchés. En premier lieu parce que le chômage a aussi beaucoup augmenté dans les âges intermédiaires et avancés, ce qui signifie qu'il a atteint les chefs de famille – leurs parents – plus qu'au cours d'aucune des crises précédentes. En 2007, 3 % seulement des foyers avaient un chef de famille au chômage ; ce pourcentage a atteint 10 % en 2010. Le séjour prolongé des jeunes dans les foyers familiaux est remis en cause par la crise actuelle étant donné que le chômage qui en résulte fait plonger la structure des revenus du travail des ménages « sous la ligne de flottaison ».

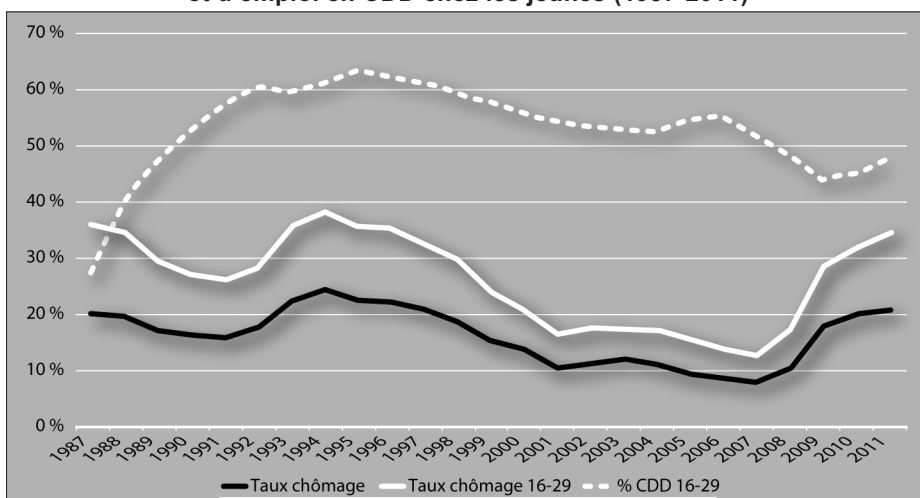
En second lieu, les jeunes voient leur sort aggravé par la dégradation insoutenable de leur situation sur le marché du travail. À la mi-2007, juste avant le début de la crise, 702 000 jeunes espagnols (15-29 ans) étaient au chômage, soit un taux de 14 %, le plus bas des trente années précédentes. En un peu plus de trois ans, le tournant a été d'une ampleur telle qu'on est revenu aux niveaux les plus élevés connus. D'après les dernières données recueillies (deuxième trimestre 2011), le nombre de jeunes chômeurs a atteint 1 594 000, leur taux de chômage s'élevant à 32 %. Cette évolution irrépressible est plus marquée si on prend en considération l'accroissement du chômage de longue durée. Le nombre de jeunes qui dépassent les douze mois de chômage a été multiplié par six dans la période 2007-2011, passant de 109 000 à 659 000. Aujourd'hui, 42 % des jeunes chômeurs sont de longue durée, alors qu'ils n'étaient que 15 % en 2007. Ces

changements dans la structure du chômage indiquent la profondeur de la crise : en quatre ans, on est passé d'un chômage des jeunes plutôt frictionnel à un chômage structurel, pour lequel rien n'augure une amélioration rapide. Il convient de préciser que la gravité du chômage s'intensifie pour les classes d'âge les plus jeunes, entre 15 et 24 ans. Pour ces derniers, le taux de chômage à la mi-2011 s'élève à 46 % et s'approche de cette frontière symbolique où un jeune sur deux se trouve au chômage.

Outre l'évolution du chômage, le graphique ci-dessous met en évidence la forte proportion de contrats temporaires chez les jeunes. Ce n'est qu'à partir de 2007, avec l'arrivée de la crise, que ce taux a baissé du fait d'importantes destructions des emplois temporaires fragiles concentrés sur les jeunes. Malgré cette baisse forcée, presque la moitié des jeunes de 16-29 ans en emploi a aujourd'hui un contrat temporaire.

Ces données mettent en évidence que les jeunes sont le groupe qui a subi le plus durement l'impact de la crise sur le marché du travail, particulièrement les jeunes hommes entre 20 et 29 ans, qui ont vu leur taux de chômage augmenter en 2009 jusqu'à dépasser celui des femmes. Ils le vivent d'autant plus mal que la décennie précédant la crise actuelle a été très dynamique pour eux. Les indicateurs les concernant sur le marché du travail se sont améliorés entre 1996 et 2007. Cependant, en Espagne, cette décennie cachait sous une fausse splendeur le fait que près de 65 % des nouveaux emplois créés dans cette période correspondaient à des occupations peu qualifiées : caissier(e)s, employé(e)s de commerce, femmes de ménage, serveur/euses et autres emplois de la restauration, ouvriers du bâtiment, etc. Tous ces emplois situés dans les tranches moyennes-basses de la structure des emplois ont concentré une grande précarité du travail et ont été occupés majoritairement par des

**Graphique. Taux de chômage et d'emploi en CDD chez les jeunes (1987-2011)**



Source : Encuesta Poblacion Activa, INE.



jeunes. La conjonction de la précarité et de la faible qualification des emplois créés a été déterminante au moment de la destruction de l'emploi des jeunes dans la crise.

La grande vulnérabilité de leurs emplois et le risque de chômage qui en résulte sont aggravés quand les niveaux scolaires des jeunes sont eux aussi bas. En Espagne, le taux d'abandon scolaire est le plus élevé d'Europe : près de 30 % des jeunes ne terminent pas leur scolarité obligatoire. Cet indicateur s'est détérioré au fur et à mesure que se répandait parmi ces jeunes de bas niveau scolaire « l'effet appel » de l'abondance d'emplois dans la période qui a précédé la crise. Cependant, le panorama post-crise est pour eux très préoccupant, principalement pour les garçons qui voient s'effondrer la création d'emplois dans les secteurs où s'accumulaient précédemment les opportunités d'emploi. Le secteur de la construction, par exemple, explique à lui seul 50 % des emplois détruits en 2008-2009, 43 % de la totalité des emplois du secteur ayant disparu avec la crise. Ce groupe des jeunes hommes sans qualifications concentre un profil de risque accru et les experts ne se sont pas encore prononcés sur leurs nouveaux débouchés professionnels une fois certains des débouchés classiques érodés. Il s'agit d'un problème dont la dimension de classe sociale augure de futurs conflits dans un contexte de stagnation prolongée comme celle que prévoient la plupart des analystes.

Quant aux jeunes ayant des niveaux scolaires plus élevés, le spectre du chômage les a poussés à prolonger leur scolarité ou à reprendre des études. Durant l'année scolaire précédant le début de la crise (2006-2007), le nombre de nouvelles inscriptions dans le supérieur a été de 193 581 tandis qu'en 2009-2010, il s'est

élevé à 244 739, soit une augmentation de 26 %.

A la destruction d'emplois apportée par la crise, il faut ajouter la mauvaise qualité du peu d'emplois créés ces trois dernières années. Nous en donnerons juste quelques indications. D'une part, l'emploi à temps partiel a augmenté chez les jeunes (16-29 ans) : en 2005, il représentait 17 % de leur emploi total ; il s'est élevé jusqu'à 20 % en 2010. Ce taux est d'autant plus préoccupant qu'il dissimule un sous-emploi croissant puisque en 2009, 55 % des jeunes occupés à temps partiel déclaraient vouloir travailler un plus grand nombre d'heures que celles prévues dans leur contrat (ce pourcentage était de 36 % en 2005). D'autre part, dans le domaine des salaires, l'écart des revenus avec les travailleurs adultes s'est accentué : les jeunes regroupés dans les cinq premiers déciles des revenus sont passés de 76 % à 79 % entre 2007 et 2009. Dans le dernier rapport de *Juventud* (INJUVE, 2008), on pouvait déjà percevoir que la diminution des revenus produisait un recul du nombre de jeunes disposant d'une indépendance financière complète, ce nombre passant de 24 % en 2004 à 21 % en 2008. Dans les prochains rapports, nous constaterons sûrement une évolution plus défavorable pour l'autonomie des jeunes. Et ce, surtout si, comme nous le verrons plus bas, les politiques sociales continuent d'être marquées par les réductions des dépenses et par les tendances post-*welfare* qui se manifestent dans l'Union européenne en crise.

---

### Politiques de la jeunesse et réponses face à la crise

Bien que les jeunes représentent l'un des groupes sociaux les plus durement frappés par la crise, ce sont peut-être

ceux dont s'occupent le moins les politiques publiques.

En Espagne, dans les trois dernières décennies, la configuration des politiques de la jeunesse n'a pas répondu aux nécessités structurelles d'émancipation et d'autonomie que doivent affronter tous les jeunes. Il n'y a pas de structures institutionnelles ni de programmes politiques solides destinés à améliorer les conditions de vie et d'émancipation des jeunes garçons et jeunes filles en Espagne. Dans le cadre de cette maigre intervention publique destinée aux jeunes, la balance a penché principalement en faveur d'actions de type ludique, éducatif (par exemple : programmes de mobilité pour l'apprentissage de langues étrangères) et préventif (contre les maladies sexuelles et l'usage des drogues), destinées à réaffirmer la jeunesse comme un état plus que comme un « processus pour devenir adulte ». Cependant, ce que nous pourrions considérer comme la triade des conditions rendant possibles une émancipation, l'interrelation entre formation, travail et logement, est appréhendée à partir d'initiatives politiques sans envergure et très fragmentées territorialement.

Ce n'est que très récemment, et à la suite de la cherté croissante du logement qui s'est produite dans la décennie comprise entre 1997 et 2007, qu'a été mis en place le « Revenu de base d'émancipation » (RBE), une des rares mesures qui abordent directement le besoin de décohabitation des jeunes. Il s'agit d'un

programme d'aide pour payer le loyer du logement <sup>1</sup> qui a été mis en place en 2007, avant la crise actuelle. Plusieurs critiques peuvent être faites de cette mesure. En premier lieu, et devant la gravité du problème de cherté des loyers, le gouvernement aurait dû mettre en place une régulation publique de plus grande ampleur du marché immobilier, au lieu d'engager une mesure limitée et peu dotée financièrement comme le RBE. En deuxième lieu, il s'agit d'une aide publique gérée de façon inégale par les Communautés autonomes, créant ainsi des inégalités régionales entre les jeunes. Souvent, les gouvernements régionaux dirigés par des partis politiques d'opposition ont entravé le bon fonctionnement de la mesure et, dans cette période de crise, elle court le risque de disparaître du fait des réductions des dépenses publiques. Malgré ses limites <sup>2</sup>, c'est l'une des rares mesures spécifiquement dédiée à l'émancipation des jeunes dans le domaine du logement au-delà des politiques générales des logements de protection officielle <sup>3</sup>.

En outre, dans le domaine des politiques de l'emploi et des revenus, le Programa Temporal de Protección por Desempleo e Inserción (Programme temporaire d'assistance au chômage et à l'insertion, dénommé *Prepara*, lors de sa relance en 2011) a été mis en place en février 2010. Ce programme, destiné aux groupes ayant les plus grandes difficultés d'emploi, consiste en une aide extraordinaire allant

1. Le montant subventionné est de 210 euros. Il est accordé pendant 48 mois maximum aux jeunes de 22 à 30 ans dont le salaire annuel brut est inférieur à 22 000 euros, les chômeurs n'ayant pas droit à cette aide.
2. Selon l'OBJOVI, jusqu'en juin 2008, 21 671 aides ont été attribuées, 167 472 en 2009, et 266 951 en 2010, ce qui constitue une augmentation très significative dans la période de crise.
3. Les *Viviendas de protección oficial* sont des logements partiellement subventionnés par le gouvernement espagnol et destinés aux ménages les plus modestes. Ce programme vise à leur permettre d'acheter ou de louer un logement décent à un prix adapté à leurs revenus.

jusqu'à 426 euros pour les personnes ayant épuisé leurs prestations contributives et assistantielles et participant activement à un parcours d'insertion<sup>1</sup>. En dehors de cette mesure, une série de programmes classiques ont été mis en place pour combattre le chômage dans une conjoncture de crise, lesquels obtiennent peu de résultats. On peut, entre autres, signaler les plans des travaux publics (plan E), qui essaient de pallier le chômage dans le secteur de la construction, ou encore toute une batterie d'interventions comme les emplois subventionnés et des exonérations de charges sociales, qui concernent surtout l'emploi des jeunes.

Cependant, plutôt que par l'approfondissement des mesures de protection sociale, les années de crise ont été particulièrement marquées par de fortes réductions des dépenses publiques<sup>2</sup>, comme le Plan d'austérité (2010) ou la Réforme du marché du travail de 2010<sup>3</sup>. Cette réforme se donne comme principaux objectifs de réduire la mobilité du travail et la segmentation sur le marché du travail. Ses publics cibles prioritaires sont les chômeurs de longue durée ainsi que les jeunes ; elle a été particulièrement critiquée par les syndicats et les associations de jeunes, précisément parce qu'elle favorise des résultats opposés aux objectifs qu'elle prêche. Avec cette réforme, le gouvernement tente de rendre l'embauche plus attrayante aux entreprises, en créant des facilités de licenciement ; les agences privées de placement à but lucratif sont légalisées ; un nouveau

catalogue de primes est créé pour les embauches à durée indéterminée et pour la formation ; des modifications sont établies dans les processus de négociation collective afin de favoriser la « flexibilité interne » (mobilité, réduction de la journée de travail...), etc.

Les articles de loi concernant les causes objectives de licenciement ont été modifiés de sorte que de nombreux licenciements qui jusqu'à présent étaient jugés abusifs deviennent recevables et, par conséquent, les montants des indemnités seront considérablement minorés (20 jours par année travaillée par rapport à 45 correspondant au licenciement abusif). En outre, en généralisant la possibilité de recourir aux contrats de développement de l'emploi à durée indéterminée, la plupart des contrats à durée indéterminée pourront être conclus dans le cadre de cette modalité, qui prévoit une indemnité pour licenciement abusif inférieure (33 jours par année travaillée). De cette façon, la réforme met pratiquement sur un pied d'égalité les garanties qu'offre un type de contrats ou un autre (à durée indéterminée et temporaire). Cela revient à faire des contrats à durée indéterminée des contrats temporaires *de facto*. Il ne s'agit pas tant de réduire la précarité que de la cacher derrière le nom « indéterminé ». Dans le cas des jeunes, le gouvernement envisage, de plus, des bonifications sur les cotisations pour les contrats de stages et de formation. Ces deux types de contrats peuvent durer de six mois à deux ans ; quand il s'agit de contrats de stages,

1. Cette allocation, soumise à vérification, ne peut être perçue qu'une fois pendant six mois maximum. Elle ne concerne que les personnes de moins de 30 ans et de plus de 45 ans et celles qui, entre ces deux âges, ont des charges familiales.
2. Parmi celles-ci, les réductions des salaires des employés publics (fonctionnaires, stagiaires ou personnel de l'administration) et le blocage des retraites ont été particulièrement polémiques.
3. Loi 35/2010 du 17 septembre sur les mesures urgentes pour la réforme du marché du travail. Elle a été précédée du Décret-Loi Royal 10/2010 du 16 juin.

la nouveauté est qu'on peut désormais réaliser autant de stages que le demandeur d'emploi possède de diplômes. Des bonifications sont aussi attribuées pour la transformation de contrats de formation en contrats à durée indéterminée. En conséquence, les principaux syndicats du pays ont dénoncé le fait que les plus lésés par la réforme seront ceux qui recherchent un premier emploi.

Il s'agit de mesures qui consistent à « récompenser » les entreprises au prix d'une augmentation de la précarité, aggravée par la crise, des travailleurs. Bien sûr, les chômeurs et les jeunes travailleurs sont particulièrement exposés à ces mesures qui produisent et reproduisent des conditions de vulnérabilité<sup>1</sup>.

En contradiction évidente avec la rhétorique de cette réforme du marché du travail qui prêche la promotion de la stabilité, le Conseil des ministres a, le 26 août 2011, approuvé les premières modifications de cette loi. Sous le prétexte d'améliorer la formation des jeunes dépourvus d'un diplôme universitaire ou de formation professionnelle ainsi que le « maintien dans l'emploi », certaines des mesures approuvées consistent à reculer l'âge auquel ils peuvent réaliser des contrats de formation (jusqu'à 30 ans contre 25 ans auparavant) ou à supprimer la limite de deux ans pour enchaîner les contrats temporaires.

En définitive, on peut considérer cette loi comme une tentative pour réduire à tout prix le taux de chômage des jeunes. On fournit aux entreprises de la main-d'œuvre bon marché et instable, dont elles peuvent se débarrasser

facilement quand elle n'est plus « rentable ». De cette façon, ces mesures mettent en lumière l'état de dévalorisation dont souffrent les jeunes travailleurs dans ce pays.

---

### Jeunesse éternelle ou jeunes sans avenir ? Les mouvements du 15M

Les parties qui précèdent permettent de déduire que malheureusement, en Espagne, l'étendue de la tranche d'âge de la population qui se considère jeune indique que ces personnes subissent de plus en plus et pendant plus longtemps les précarités de la jeunesse, mais sans les vertus idéales qui lui sont attribuées. Malgré tout, certains sociologues ont observé avec étonnement comment les jeunes espagnols acceptent, soit par conformisme, soit par impuissance, les conditions d'exploitation à différents niveaux. Les mobilisations du 15 mai 2011 à Madrid et leur évolution postérieure ainsi que leur extension dans la durée et l'espace représentent une rupture importante de cette tendance.

Les mouvements du 15M ont été l'objet de débats tout particulièrement pour ce qui concerne leur organisation et leurs objectifs puisque leur capacité de mobilisation, celle d'être le porte-parole des préoccupations et des besoins non seulement des jeunes mais aussi d'une grande partie de la population se sont avérées surprenantes. En effet, ces mobilisations se sont appuyées sur de multiples plateformes mais qui présentaient une base commune et, surtout, un foyer d'expression commun : le sentiment

---

1. Etant donné le peu de recul depuis l'entrée en vigueur de la réforme, il est difficile d'avancer des conclusions concernant ses résultats. Cependant, certains experts ont déjà considéré que cette loi met en place des mesures dans la continuité de celles ayant déjà démontré leur faible efficacité à des époques antérieures (Conde-Ruiz *et al.*, 2011).

généralisé de déception et d'indignation face à la politique nationale (corruption, incompetence, médiocrité, etc.) et face au système économique dans son ensemble. A partir de là s'est construite une défiance féroce vis-à-vis des institutions, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales. Parmi elles se trouvent évidemment les organisations syndicales qui souffraient déjà, depuis longtemps en Espagne, d'une réputation marquée par de maigres compromis (moindre insertion pour les jeunes/*outsiders*), une forte bureaucratisation et une manque d'indépendance par rapport aux formations politiques de gauche.

Les deux organisations syndicales majoritaires – les CCOO et l'UGT – avaient organisé des campagnes de sensibilisation sur les abus de la précarité du travail mais, à l'heure de vérité, dans un contexte où leur action était rendue difficile par la diversité des collectifs de travail fragilisés, elles n'ont pas su freiner la dégradation des conditions de travail des jeunes. En Espagne, aucun parti politique ni aucun syndicat n'a pu capitaliser le mécontentement provoqué par la précarité dans l'emploi des jeunes car, parmi ces derniers, le sentiment que personne n'a rien fait pour l'arrêter est très fort.

On peut avancer que le discours du mouvement du 15M s'est articulé de manière magistrale du national au global, l'amenant à être, en principe, transversal aux classes sociales et aux âges. Cependant, son point de départ est concret : des mouvements anticapitalistes, généralement composés de jeunes étudiants ou déjà diplômés qui revendiquent un nouveau sens à la citoyenneté. Déçus de la

politique nationale ou internationale, aussi bien que par la gestion de leur environnement proche, ils ont le plus souvent réalisé leurs projets au travers de la création de *Centros sociales okupados* (centres sociaux squattés). De plus, plusieurs des groupes qui soutiennent le mouvement du 15M sont issus des mouvements altermondialistes qui ont émaillé la décennie précédente.

Au travers du mouvement du 15M, les revendications qui montent en puissance à partir de ses plateformes se sont répandues rapidement à la majeure partie des jeunes espagnols, qui les partageaient déjà (même s'ils n'étaient pas organisés) et étaient fatigués de supporter des conditions de vulnérabilité et d'exploitation aggravées, y compris par la crise. De cette manière, la jeunesse espagnole s'est auto-reconnue et a enfin été rendue visible non plus en tant que « génération flexible » ou « génération perdue » mais en tant que classe sociale enfermée dans les plus basses couches sociales (Martín Criado, 1998).

Parmi les différentes plateformes qui ont appelé aux manifestations du 15M, « Jeunesse Sans Avenir » illustre cette prise de conscience par son slogan « sans maison, sans boulot, sans retraite, sans peur ». Les membres de « Jeunesse Sans Avenir »<sup>1</sup> dénoncent, précisément, le grand déséquilibre entre l'éducation, le travail et le logement dont ils sont les otages dans leurs processus frustrés d'émancipation, ainsi que l'absence d'une intervention politique servant de garde-fou contre ces difficultés. Bien au contraire, de telles interventions, lorsqu'elles existent, ont consisté en des mesures qui

---

1. Pour connaître plus en détail le Mouvement, on peut consulter les sites Web de quelques-unes des principales plateformes organisatrices : Juventud Sin Futuro : <http://www.juventudsinfuturo.net/> et Democracia Real Ya : <http://www.democraciarealya.es>.

encouragent le remplacement du « pain par des friandises », selon la métaphore que « Jeunesse Sans Avenir » a utilisée pour condamner la manipulation médiatique et politique à laquelle est soumise une jeunesse négligée et banalisée, jeunesse qui, malgré tout, doit accepter d'être accusée d'être « apathique, paresseuse et consommatrice à outrance ».

Le 15M incarne et diffuse une nouvelle lutte des classes et, en tant que telle, il s'agit d'une lutte pour le respect, la considération et la dignité qui, de toute évidence, passe par l'acquisition des droits sociaux et politiques, ainsi que des conditions matérielles de vie décentes. Dans une large mesure, le succès du mouvement du 15M réside dans sa complexité et dans l'inexistence d'un *leadership* explicite. C'est également là que pourrait résider sa faiblesse future et ce qui, à l'inverse, accentuerait les risques de segmentation et d'enlèvement.

**Sources :**

Albertini M. (2010), « La ayuda de los padres españoles a los jóvenes adultos », *Revista de Estudios de Juventud*, n° 90, Septiembre, p. 67-81.

Bauman Z. (2007), *Tiempos líquidos: vivir en una época de incertidumbre*, Barcelona, Tusquets Editores.

Beck U. (2008), « Generaciones globales en la sociedad del riesgo mundial », *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, n° 82-83, Septiembre, p. 19-34.

Conde-Ruiz J.I., Felgueroso F., García-Pérez J.I. (2011), « Reforma Laboral 2010: Una primera evaluación y propuestas de mejora », Colección Estudios Económicos, Fundación de Estudios de Economía Aplicada, 01-2011.

Consejo de la Juventud de España (CJE) (2007), OBJOVI, Observatorio Joven de Vivienda en España, 2007.

Du Bois-Reymond M., López Blasco A. (2004), « Transiciones tipo yo-yo y trayectorias fallidas: hacia las políticas integradas de transición para los jóvenes europeos », *Revista de Estudios de Juventud*, n° 65, Junio, p. 11-29.

Gentile A (2010), « De vuelta al nido en tiempos de crisis. Los boomerang kids españoles », *Revista de Estudios de Juventud*, n° 90, p. 181-203.

Gentile A., Mayer C. (2009), « Transición a la vida adulta y políticas de juventud en España », in Moreno L. (ed.), *Reformas de las políticas de bienestar en España*, Madrid, Siglo XXI, p. 309-335.

Instituto de la Juventud en España (2000), *Juventud en España 2000*, Madrid.

Instituto de la Juventud en España (2008), *Juventud en España 2008*, Madrid.

Juventud sin Futuro (2011), *Juventud sin Futuro*, Barcelona, Icaria.

Marí-Klose P. (2010), « Emancipación y riesgo de pobreza: imágenes contrafactuales », in Román O. (coord.), *Jóvenes y riesgos: una relaciones inevitables*, Barcelona, Bellaterra, p. 75-85.

Martín Criado E. (1998), *Producir la juventud: crítica de la sociología de la juventud*, Madrid, Istmo.

Mitchell B. (2006), « The Boomerang Age from Childhood to Adulthood: Emergent Trends and Issues for Aging Families », *Canadian Studies in Population*, vol. 33, n° 2, p. 155-178.

Santos A. (2006), « Generación flexible: vivencias de flexibilidad de los jóvenes parados », *Cuadernos de Relaciones Laborales*, vol. 24, n° 2, p. 63-83.

Sennett R. (1998), *The Corrosion of Character. The Personal Consequences of Work in the New Capitalism*, New York, W.W. Norton & Company.

Van de Velde C. (2005), La entrada en la vida adulta. Una comparación europea, *Revista de Estudios de Juventud*, n° 71, Diciembre, p. 57-67.